

1^{er} Mai 2012
Intervention de Nicole DEDIEU
Pour l'Union Locale CGT d'Arles

Chers Camarades et Chers Amis,

En ces temps de dévoiement des mots et de l'histoire sociale de notre pays, de la part de la droite, de l'extrême droite et du Medef, 3 spécialistes en la matière, cette journée du 1^{er} mai 2012, et ce depuis 1889 en France et avant aux Etats Unis, marque et continuera de marquer d'une empreinte indélébile, la combativité du monde du travail, sa capacité à se rassembler autour de valeurs fondamentales de justice sociale et de paix.

Quand à Fourmies, petite ville française, un 1^{er} mai 1891, la police tire sur les 300 manifestants rassemblés pour exiger la journée de 8H, faisant 9 morts et 35 blessés, ceux qui ont donné l'ordre du massacre ressemblent à s'y méprendre à ceux qui, aujourd'hui, voudrait dévoyer l'histoire pour mieux déposséder ceux qui en sont les auteurs.

Pour la CGT, le 1^{er} Mai est le rendez-vous de toutes les luttes, de toutes les résistances, de toutes les convergences du mouvement social. Une journée que nombres de femmes et d'hommes avant nous, ont voulu profondément revendicative et de lutte, profondément humaine, une journée qui, dans son histoire, fut une épreuve de force violente et meurtrière bien éloignée de la promenade de santé de quelques soi-disant permanents syndicaux comme certains ont voulu dernièrement le laisser croire.

Des femmes et des hommes, qui, en dépit des interdictions et de la répression ont voulu se faire entendre et dont beaucoup l'ont payé de leur vie. Rien à voir donc avec ce qui serait la fête du travail encore moins celle du « vrai travail ».

Nicolas SARKOZY, pour qui le vrai travail est celui qui coûte toujours moins cher aux patrons veut instrumentaliser le 1^{er} mai et organise aujourd'hui un rassemblement aux Champs de Mars à Paris. Honte a lui !

Cette décision dont le sens politique, opportuniste et calculateur, fait référence aux vieilles traditions de l'extrême droite et aux heures les plus noires de notre pays pendant lesquelles les manifestations étaient interdites.

Nicolas SARKOZY comme Henri GUAINO son conseiller spécial qui voit dans le 1^{er} Mai un simple « défilé de permanents syndicaux », ou encore Jean François COPE qui voudrait que le temps de parole de la CGT soit décompté à François HOLLANDE -sans jamais dire bien sûr si celui de Laurence PARISOT sera décompté à Nicolas SARKOZY, tous ceux là, tous leurs amis encore en place aujourd'hui, ont non seulement tout à apprendre du mouvement ouvrier, mais devraient surtout se concentrer sur le décompte des jours dorés qu'ils leur restent à passer dans les salons feutrés des ministères et d'ailleurs, dans l'éventualité où les français décideraient de tourner définitivement la page des années SARKOZY.

Car même si la pilule lui est difficile à avaler, les français, au 1^{er} tour des élections présidentielles, ont manifesté fortement le rejet de la politique antisociale et autoritaire de Nicolas SARKOZY et ont infligé un premier désaveu au président sortant.

La CGT, sur son terrain, y a sans nul doute contribué. Tous ses permanents, ses militants salariés, retraités et privés d'emploi, ses syndiqués se sont déployés, dans les entreprises, dans les zones industrielles, en mains un 4 pages dressant le bilan calamiteux du quinquennat de Nicolas SARKOZY.

La CGT est dans son rôle d'organisation syndicale dès qu'elle s'adresse au monde du travail, quand elle informe, fait mesurer, fait débattre des revendications, quand elle est force de propositions, quand elle organise les luttes, quand elle crée les conditions de la mobilisation pour la prise en compte des revendications.

L'Union Locale CGT d'Arles veut le redire : le changement de politique pour conquérir la justice sociale, le vivre ensemble, est incontournable.

Au vu du bilan et des projets du président sortant, sa réélection ouvrirait à coup sûr, une nouvelle séquence de lourds reculs sociaux.

Derrière ses discours sur la « moralisation du capitalisme » ou la « revalorisation du travail », l'essentiel de son action a consisté à favoriser les actionnaires et les plus riches.

Il a délibérément choisi de faire payer la crise aux salariés qui n'en sont en rien responsables. Il a choisi de ne pas répondre aux grandes mobilisations nationales de 2009 et 2010 pour « une autre répartition des richesses », préférant satisfaire les revendications patronales.

En 2010, c'est par le passage en force qu'il a imposé le recul de l'âge de départ en retraite aux millions de manifestants et contre la volonté de 70 % des français. Le système des retraites est fragilisé, les droits pour des millions de salariés en sont durement affectés.

Le président sortant a érigé le pouvoir personnel en méthode de gouvernement. Le président sortant est à l'origine d'un nouveau traité européen qui généralise l'austérité et qui n'est pas autre chose qu'une nouvelle arme pour amplifier les attaques contre le Code du Travail, les droits et budgets sociaux, les droits des privés d'emploi, les retraites et les Services Publics.

Son programme pour demain dans notre pays s'appuie sur celui du Medef : plus d'austérité pour les salariés et les retraités, l'accroissement des inégalités entre les femmes et les hommes, une culpabilisation éhontée des privés d'emploi, la stigmatisation des travailleurs migrants et immigrés, la mise en cause du rôle des organisations syndicales, notamment celui de la CGT, considérée comme un obstacle à ses projets.

D'ailleurs 25 grands patrons français, dans un manifeste libéral prônant la réduction des dépenses publiques, la compétitivité et la refonte du pacte social viennent confirmer qu'ils auraient tout à perdre si le président sortant était sorti.

Et il aurait fallu que la CGT se taise ou tout au moins reste sur sa réserve, son quant-à-soi ??

Nicolas Sarkozy n'a pas hésité à utiliser le mensonge pour tenter de décrédibiliser la CGT. Il a tenté de faire croire qu'il y aurait un fossé entre la grande majorité des adhérents de la CGT et ses dirigeants sur l'appréciation de son quinquennat.

Mais la seule citation de son nom provoque des réactions hostiles dans diverses manifestations publiques et pas seulement dans les meetings de la CGT !

Plombé par un bilan calamiteux et en difficulté pour faire adhérer à son projet d'austérité et de régression sociale, le candidat sortant, à coups de mensonges, a tenté de ressusciter la peur du rouge et il n'y est pas parvenu ! Cette attitude à l'égard du premier syndicat du pays n'est pas digne d'un président de la République d'un pays démocratique.

Battre Nicolas SARKOZY en élisant un nouveau président de la république est absolument nécessaire :

- C'est contribuer à créer un contexte plus favorable aux revendications et au progrès social qui nécessiteront toujours des mobilisations syndicales,
- c'est réaffirmer la légitimité de l'action syndicale dans un pays démocratique.

L'Union Locale CGT d'Arles, toute la CGT, mettra tout en œuvre pour continuer, quel que soit le Président de la République élu, de faire vivre, avant et après le 6 mai, ses 10 exigences pour sortir de la crise :

- revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux avec un SMIC à 1 700 €
- contrôler les aides publiques aux entreprises,
- contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements,
- supprimer les exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires,
- stopper les suppressions d'emplois et rétablir la retraite à 60 ans,
- développer les politiques publiques et les moyens des Services Publics,
- réformer la fiscalité en profondeur,
- créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour l'investissement productif,
- taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux,
- mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique.

Ces propositions, qui placent la question sociale au centre de tout, sont des solutions pour sortir de la crise. L'adhésion du monde du travail à ces 10 exigences a marqué des points et va continuer d'en marquer.

Les gesticulations extrême-droitières du président sortant, aidé en cela par une certaine presse, n'y changeront rien.

Les salariés, retraités et privés d'emploi veulent voir leurs besoins, leurs revendications, leurs attentes pris en compte : leur salaire, leurs conditions de travail, leur droit à la Santé, à l'Education, à la retraite...des besoins cruciaux bien éloignés des dernières mesures annoncées par le président sortant et préconisées par le fn telles que la « présomption de légitime défense » pour les policiers et « la perpétuité réelle » pour les condamnés.

Car il n'y a rien de bon à puiser dans le programme du fn, pas plus de réponses que de soi-disant « vraies questions ». En aucun cas le projet du fn ne peut ouvrir une perspective de sortie de crise.

L'Union Locale CGT d'Arles, tous les Syndicats CGT qui la composent, renouvellent leur opposition aux idées véhiculées par le front national et banalisées par d'autres, des idées qui cherchent à exploiter les peurs et les désarrois sociaux pour s'enfermer dans une société en repli identitaire, liberticide, discriminatoire et raciste.

Ces idées sont contraires aux valeurs, à l'histoire et à la démarche de la CGT d'aujourd'hui et d'hier.

L'imposture Le Pen doit être non seulement dénoncée mais aussi fortement combattue. La CGT va continuer de s'y employer, car n'en déplaise à Collard, conseiller préféré de Le Pen, qui au soir du 1^{er} tour expliquait combien le fn avait été calomnié et ajoutait : « maintenant, laissez-nous tranquilles », sachez Collard et consorts que sur toutes vos thèses puantes, la CGT ne vous laissera jamais, jamais, TRANQUILLES !

Mes Chers Camarades et Chers Amis, le 1^{er} Mai nous appartient, il appartient au monde du travail de tous les pays du monde ! Les peuples grecs, espagnols, portugais qui se battent contre les plans d'austérité, ceux encore qui dans le monde se battent pour la liberté, pour la justice, tous ceux là sont avec nous aujourd'hui.

Ensemble, tous ensemble, fêtons les luttes et les victoires, fêtons les libertés et les droits conquis, ensemble, tous ensemble, fêtons les combats contre tous les racismes, pour que les peuples du monde mangent à leur faim, pour la justice, et pour la paix.

L'heure est à la combativité, l'heure est à la résistance, à la conquête, à la reconquête, ENSEMBLE, ne lâchons rien !